

QUOTIENT FAMILIAL: OUBLIER L'ENJEU DEMOGRAPHIQUE, C'EST SIGNER LA MORT D'UN PAYS

Par Natacha Polony le 10 janvier 2012

François Hollande l'avait déclaré lors de la dernière campagne : au dessus de 4000 euros de revenu mensuel, on est riche. Et l'on doit payer. Des impôts, des charges, des taxes, des contributions... Au dessus de 4000 euros, on ne mérite pas le moindre sou de l'Etat, car on est du bon côté de la barrière.

Et l'on peut concevoir, dans un pays où le salaire médian se situe autour de 1500 euros par mois, qu'il faille se soucier avant tout d'un creusement des inégalités qui rompt le pacte social et met en danger la communauté nationale. Mais la fracture sociale, pour reprendre une vieille expression devenue le symbole d'un des grands espoirs déçus (oserait-on dire « cocufiage » ?) des derniers scrutins présidentiels, est-elle entre 1500 et 4000 euros de revenu ? Quiconque doit vivre locataire, sans patrimoine immobilier ou financier, dans Paris ou sa grande banlieue, avec 4000 euros par mois pour un couple et deux enfants, sait que les choses sont plus compliquées que cela.

François Hollande a donc annoncé qu'il s'en prendrait au quotient familial. Enfin, peut-être, parce que, de cela comme du reste, il ne semble pas très sûr. L'argument, une fois de plus est imparable : un quart des 10 milliards d'euros que coûte le quotient familial à l'Etat bénéficie aux 10% qui payent le plus d'impôt sur le revenu. La moitié des Français ne payant pas l'impôt sur le revenu, les plus modestes ne peuvent, quant à eux, en bénéficier. Injustice, donc.

Pourtant, on a du mal à souscrire totalement à ce lumineux raisonnement. Et l'on ne peut s'empêcher de pressentir qu'il risque, une fois de plus, d'aboutir à une fracture plus profonde encore et à générer une sombre colère de ceux qui ont l'impression confuse que le pacte social joue toujours en leur défaveur. Rappelons-le, le quotient familial fut inventé à la Libération pour soutenir les couples dont on estimait qu'ils contribuaient à l'effort national en faisant des enfants. Enfants qui paieront, le moment venu, les retraites de leurs aînés, qui participeront à l'effort de croissance, et qui – cela n'a rien d'accessoire – incarnent la continuité symbolique d'une communauté vivante, le relai entre passé et avenir, sans lequel il n'est besoin de rien construire puisque tout redeviendra poussière.

Il se trouve que sur la moitié des Français qui ne paient pas l'impôt sur le revenu, il y a, certes, les plus pauvres, mais il y a aussi des très riches qui ne tirent pas leurs ressources des revenus du travail, et qui trouvent tous les moyens de s'exonérer de l'effort national. C'est un poncif, mais certains l'oublient, ce sont les classes moyennes, des plus précaires aux plus aisées, qui payent l'impôt sur le revenu. Et dans cet impôt, le bénéfice du quotient familial est plafonné. De sorte que ceux qui perdraient le plus à une suppression ne sont pas forcément les plus riches, mais ceux dont la richesse dépend essentiellement du travail. Est-ce vraiment un bon message à adresser à une société hantée par le chômage de masse et excédée par l'outrageuse richesse des 1% qui sont les seuls à s'enrichir actuellement ? D'autant que les plus pauvres bénéficient déjà d'une forme de solidarité par le biais des allocations et aides qui sont, certes, dérisoires quand on

lutte contre la misère, mais qui ont le mérite d'être, en France, plutôt plus nombreuses qu'ailleurs. Hasardons quelques remarques.

Premièrement, ne serait-il pas intéressant d'élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu, quitte à atteindre pour les plus pauvres l'euro symbolique, pour que chacun participe au pot commun? Ajoutons à cela une réforme fiscale qui rééquilibre le poids de l'effort en faveur du travail plutôt que du capital, pour que, dans les entreprises comme dans les familles, le salaire ne soit pas seul taxé et que la méritocratie, sur laquelle est fondé le pacte républicain, retrouve un sens.

Dans un paysage ainsi redessiné, on pourrait imaginer de limiter les avantages du quotient familial pour les très hauts revenus. Mais ce ne doit en aucun cas être un préalable. Car il est une dimension fondamentale qui visiblement échappe totalement à la gauche, mais aussi très souvent à la droite : la démographie de la France en fait une exception dans le paysage européen, et cette exception, qui constitue un de nos rares atouts, doit être préservée. Quasiment deux enfants par femme, quand l'Allemagne et l'Espagne sont à 1,3, voilà qui devrait inciter les politiques à penser des solutions qui ne soient pas celles de nos voisins. Un peuple de rentiers vieillissants aura toujours plus intérêt à lutter contre l'inflation que contre le chômage.

Ce taux de natalité que les sociologues peinent tant à expliquer devrait d'ailleurs éviter le recours à un argument d'autorité en matière économique : nous aurions besoin de l'immigration pour payer nos retraites. Erreur. Les autres pays européens sont peut-être dans ce cas ; nous, nous avons besoin d'emplois pour nos jeunes. Et nous avons, plus encore, besoin d'une école qui fonctionne pour en faire des citoyens émancipés et des jeunes gens capables de s'épanouir dans un métier, qu'il soit ou non ultra-qualifié.

C'est donc bien le chômage qui creuse les inégalités, détruit le pacte républicain et met en danger la Nation. Un chômage fruit de la désindustrialisation, de la promotion systématique d'une agriculture industrialisée, de la mise en concurrence avec des pays à faible coût de production au lieu de favoriser les productions de qualité, à forte valeur ajoutée. Le chômage, et non le quotient familial, goutte d'eau dans cet océan, mais symbole que la France croit en ses enfants et remercie les parents qui les élèvent.

Ne pas s'en souvenir, et laisser croire une fois de plus aux classes moyennes qu'elles paieront, et que la solidarité nationale se fera sur leur dos, c'est augmenter la désespérance, et, pour les candidats à l'élection présidentielle, œuvrer activement à la présence de Marine Le Pen au second tour. Le candidat du PS n'a pourtant aucune certitude, dans l'état actuel des rapports de force, qu'il en serait le bénéficiaire. La France, elle, n'a rien à gagner à cracher au visage d'une part de sa population, celle sur laquelle, traditionnellement, s'appuie la République.